



Une conférence organisée par



« Lutter contre le VIH/Sida dans les pays en développement »

17 Novembre 2008 à la Faculté de Médecine de Strasbourg

Le VIH/SIDA reste un fléau d'actualité. En 2007, on comptait 33 millions de séropositifs dans le monde, pour la plupart des enfants et des mères. Le Prix Nobel Montagnier et Barré a permis de remettre le projecteur sur cette maladie, donnant ainsi un espoir pour plus de fonds pour la recherche fondamentale et plus de prévention. La conférence du 19 novembre, modérée par Mme URBAN-RUHLMANN, journaliste à France 3, a permis à des spécialistes de ce domaine de débattre avec le public sur les stratégies internationales et l'accès à la prévention dans les pays en développement.

Le Dr KEROUEDAN, consultante indépendante à Bruxelles, notamment pour les comptes des Ministère et du Fonds Mondial contre le Sida, a travaillé pendant 15 ans en Afrique et a étudié l'épidémiologie à partir de 1984, un an après la découverte du SIDA. Elle a ainsi présenté la situation épidémique actuelle, rappelant le nombre de personnes contaminées par le VIH et du nombre de morts du SIDA.

Afin de mettre fin à cette épidémie, ou du moins réduire sa progression, les organisations internationales ont mis en place diverses stratégies. La stratégie globale idéale restant d'agir dans l'ordre en commençant par la prévention puis la prise en charge afin de limiter l'impact de la maladie sur la famille et sur l'économie pour enfin vaincre la pauvreté. Différentes activités ont ainsi vu le jour, comme des campagnes d'information, de dépistage, de communication... Ces stratégies sont définies par le pays concerné, mais aussi par l'ONU et l'OMS. Ainsi, en 2000, la Déclaration du Millénaire et KOFI ANNAN ont joué un rôle majeur avec la création en 2002 du fond mondial contre Sida, la tuberculose et le paludisme à hauteur de 10 milliards de dollars.

Pourtant, le résultat reste faible, avec 2,5 millions de nouveaux cas chaque année. En effet, le principal enjeu reste celui de l'accès universel à la prévention, à la prise en charge et au traitement des malades, un enjeu freiné par la situation économique des pays en développement, une pénurie du personnel de santé, ainsi qu'un manque d'assurances maladie. En effet, la santé n'est malheureusement pas une priorité du financement en Afrique et de l'aide au développement.

Malgré la déclaration de Paris en 2005, qui visait à l'« alignement des bailleurs sur les stratégies nationales et les systèmes nationaux », à l'« harmonisation entre les bailleurs de fonds », à la « gestion axée sur les résultats » et à la « responsabilité mutuelle de l'efficacité », l'impact sur les actions de prévention reste limité, avec une prise en compte insuffisante des spécificités nationales.

Mme KEROUEDAN, qui a vécu plus de 30 ans en Afrique, croit au développement de stratégies internationales. Il ne manque pas grand-chose pour que cela fonctionne, techniquement et financièrement. Pour elle, le fait que de nombreux hôpitaux n'aient pas accès aux anti-rétroviraux gratuitement montre les limites de l'efficacité de l'aide distribuée par le Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, mais en critiquant ces phénomènes, on peut changer les choses.

Le Docteur NSENGYWYA, gynécologue obstétricien à Strasbourg, travaille en lien avec les pays d'Afrique centrale à travers AME, une association de médecins libéraux et hospitaliers qui aide les médecins du Sud à observer les conditions de travail au Nord.

En 2007, on comptait 33 millions de personnes infectées, plus de 60 % des personnes touchées étant des femmes, et deux millions de personnes sont mortes du Sida. L'Afrique

subsaharienne reste la région la plus touchée, le Sida étant la première cause de mortalité. Tout comme le Dr. KEROUEDAN, le Dr NSENGIYUMVA a expliqué que le principal problème restait celui de la prise en charge des patients, notamment en zone rurale où ils n'ont pas accès aux soins et donc arrivent en ville lorsque leur état est trop avancé pour être sauvés.

De plus, les anti-rétroviraux sont payants dans les hôpitaux publics et de nombreux hôpitaux ne sont pas bien approvisionnés en médicaments. Le problème d'adhérence aux traitements est dû non seulement à un manque de personnel pour accompagner les patients mais aussi à un manque de personnel soignant, car une fois formés les médecins et infirmières se retrouvent dans des hôpitaux ruraux mal équipés, avec un moins bon salaire que ceux dans les capitales. C'est ainsi que sur 600 médecins formés au Malawi, il n'en reste que 50 dans le pays. L'AME cherche à remédier aux problèmes de formation continue de ces médecins en allant les former sur place et en réhabilitant les infrastructures de santé.

Un débat avec les participants dans la salle a suivi ces présentations, notamment sur la question du vaccin contre le sida et des enfants séropositifs qui ont trop rarement accès au traitement. Ainsi en 2006, seul 9% des enfants séropositifs y avaient accès. Les enfants ont été les « oubliés » dans la prise en charge.

La question de la sensibilisation en Afrique a également été soulevée. En effet, malgré des campagnes à la radio dans les dialectes locaux pour inciter les gens à aller se faire dépister, le prix des soins curatifs tend à ne pas favoriser le désir de savoir. De plus, à cela s'ajoute la peur du rejet par la famille et de la société. Les médias ont donc un grand rôle à jouer pour rassurer les personnes, tout comme les entreprises car si elles ne licencient pas leurs employés séropositifs, ces derniers iront plus facilement se faire dépister

En tant que citoyen français, nous avons un rôle à jouer. En effet, les élus français ne s'intéressent pas à l'utilisation de l'aide publique au développement. Notre rôle est alors d'exiger que nos élus regardent de plus près ces chiffres.

L'association AIDES responsabilise les gens dans la prise en charge de leur santé : prévention, soutien aux personnes, prise en charge des personnes avec des problématiques sociales, accès aux soins, travail avec des associations d'immigrés ... AIDES fait aussi partie d'Afrique 2000.

Il faut ainsi accroître l'efficacité de l'aide au développement avant toute chose. Pour cela, les citoyens ont le droit de demander à connaître l'utilisation de l'aide publique au développement. Avec la décentralisation de l'aide, il sera plus facile d'interpeller les élus localement en France pour savoir ce qui a été fait avec l'argent des contribuables. On peut donc faire beaucoup mieux.



Biographie des intervenants :

Dr **Dominique KEROUEDAN**, Médecin spécialisée en santé publique et coopération internationale au développement.

Dr **Charles NSENGIYUMVA**, Fondateur et Président de **AME International**, gynécologue-obstétricien à Strasbourg et membre de la Société Européenne de Gynécologie Obstétrique.

Modérateur : **Marie-Paule URBAN-RUHMANN**, ancienne chargée de mission des programmes européens France 3.